

Concours d'entrée 2025

Voie Orient

Troisième concours

Section : Afrique

Langue : Wolof

5^{ème} épreuve d'admissibilité

Une épreuve consistant en la résolution d'un cas pratique diplomatique et consulaire rédigé dans la langue choisie à partir d'un dossier composé en français et/ou dans la langue choisie au moment de l'inscription. Cette épreuve donne lieu à la rédaction d'une note verbale, d'un mémorandum, d'un communiqué de presse ou d'éléments de langage dans cette même langue.

L'usage du dictionnaire est autorisé pour cette seule épreuve en arabe littéral, chinois, haoussa, hébreu, hindi, japonais, mandingue, persan, peul, swahili, turc et wolof. Pour ces langues, tous types de dictionnaires (à l'exclusion des dictionnaires électroniques) de la langue de l'épreuve vers le français, vers l'anglais ou vers une langue tierce sont autorisés, et vice versa. Les candidats utilisant un dictionnaire de langue de l'épreuve vers une autre langue que le français et l'anglais peuvent utiliser un dictionnaire de cette langue tierce vers le français et l'anglais. Sont, en outre, autorisés les dictionnaires rédigés exclusivement dans la langue de l'épreuve. Les dictionnaires peuvent faire l'objet de contrôles durant les épreuves. Ils ne peuvent être ni annotés, ni prêtés, ni échangés entre candidats durant l'épreuve.

Toute note inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

Durée : 3 heures – coefficient 2

Sujet

Ci juróom-ñaari fukk ak juróom-ñenteelu ndaje mu asamble seneraal bu « Nations Unies », Basiiru Jomaay Jaaxaar FAY, njiitu Senegaal, wax na kàddu ci ñaar-fukkeelu bés ak juróom ci weeru setembar ci atum 2024. Kàddu googu, mu ngi jém ci : « Bu nu fi bàyyi kenn : booloo jëf ngir jàmm, yokkute bu amul àpp ak darajay doomi aadama ñi fi nekk tey ak ñiy ñów ëllëg ». Ci fanweereelu bés ak benn ci weeru desembar, di mujjantalu guddi yi ci atum 2024, amaata na kàddu gu mu jémale askanu waa Senegaal.

Ci sa liggéeyu digalkat ci lépp lu jém ci mbiru taskatu xibaar ci ambasaadu Faraas bu nekk Ndakaaru, sukkandikul ci ñaari kàddu yu njiitu Senegaal bi, nga ténk li gën a fés ci wolof te nga bind itam ab bataaxal bu gàtt ngir jawriñu Faraas mën a ko jëfandikoo ci resó sosió yi.

Discours de Monsieur Sem Bassirou Diomaye Diakhar Faye, Président de la République du Sénégal lors de la 79^{ème} Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, 24 septembre 2024, www.presidence.sn

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement, Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,

Distingués délégués,

Avant tout propos, je voudrais saisir cette tribune pour saluer à nouveau la mémoire de mon compatriote Amadou Makhtar Mbow qui vient de nous quitter. Ancien directeur général de l'UNESCO, de 1974 à 1987, il fut un homme d'état émérite et un fervent acteur panafricain de la lutte pour les indépendances.

Je félicite monsieur Philémon Yang pour son élection à la présidence de cette 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que son prédécesseur, pour sa contribution à la mise en œuvre de notre agenda commun. À travers vous, je formule mes vœux de succès dans la conduite de nos travaux. Je salue également l'engagement constant du Secrétaire général, Monsieur António Guterres, dont les efforts pour promouvoir la paix, la dignité humaine et le multilatéralisme sont plus que jamais nécessaires.

Le Sénégal renouvelle son plein soutien à sa mission en ces temps de grandes turbulences mondiales.

En prenant la parole aujourd'hui, je suis habité d'une conviction profonde :

l'unité dans la diversité est la clé pour garantir la paix, le développement durable et la dignité humaine pour tous, partout dans le monde. Ce thème de la présente session, qui guide nos discussions, nous invite à repenser nos responsabilités collectives, et à nous assurer que les principes fondateurs des Nations Unies, définis il y a près de huit décennies, continuent de porter la promesse d'un monde plus juste et plus équitable.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous vivons dans un monde troublé, où les principes de la Charte des Nations Unies, qui prônent l'égalité, la justice et le respect des droits humains, sont chaque jour mis à mal. Les conflits s'étendent, les inégalités se creusent, et les crises climatiques aggravent la vulnérabilité de millions de personnes à travers le monde. De surcroît, nous assistons à une remise en cause inquiétante du multilatéralisme, à un moment où l'humanité en a le plus besoin.

Le monde doit se regarder en face, sans complaisance. Les valeurs que nous avons juré de défendre sont piétinées dans plusieurs régions du globe. Que l'on soit à Gaza, à Tel Aviv, à Dakar ou ailleurs, chaque être humain est porteur de cette égale dignité, une dignité qui transcende les frontières, les cultures et les appartenances religieuses. C'est notre devoir à tous de veiller à ce que cette dignité soit protégée et respectée pour chaque être humain, sans exception. Ce devoir est l'essence même des Nations Unies.

Pourtant, nous constatons chaque jour que le droit international, ciment de la paix mondiale, est souvent violé. Des résolutions adoptées par cette même Assemblée sont ignorées. En tolérant ces

violations répétées, nous foulons aux pieds les principes de la Charte des Nations Unies et sapons les fondements mêmes de cette Maison de la paix.

Jamais les fondements des Nations Unies n'ont autant vacillé qu'en ces temps de violence, de peur et d'incertitude. Si nous voulons éloigner le spectre de la guerre et œuvrer à l'avènement d'un monde meilleur, alors il est temps de changer de paradigmes. Il est temps de remettre l'humain au centre de l'agenda international, comme nous y invite le thème de cette session.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur la tragédie qui se déroule dans le Sahel. Des groupes terroristes sèment la terreur, pillent et tuent des populations civiles innocentes. Cette région, autrefois stable, est désormais en proie à une violence quotidienne, tandis que les Nations Unies, et particulièrement le Conseil de sécurité, restent trop souvent inertes. De même nous ne pouvons pas accepter que le Sahel devienne le théâtre de rivalités de puissances étrangères, dont les affrontements ne font qu'aggraver la déstabilisation de la région.

Je dois rappeler ici que la paix et la sécurité de l'Afrique sont indissociables de la paix mondiale, et il est impératif que le Conseil de sécurité remplisse pleinement son rôle en tant que garant de la stabilité internationale.

J'exprime à nouveau la préoccupation du Sénégal face à la situation tragique qui perdure en Palestine. Des générations entières y ont grandi sous l'ombre de l'oppression, privées de leur droit fondamental à un État viable.

Le Sénégal, en tant que Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, appelle à un cessez-le-feu immédiat et durable. Nous réitérons notre soutien à la solution des deux États, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Cette guerre, qui n'épargne ni femmes, ni enfants, ni infrastructures vitales, est une plaie ouverte sur la conscience internationale. Il est impératif que le droit international humanitaire soit rétabli dans toutes les zones de conflits, et que les Nations Unies jouent pleinement leur rôle de médiateur et de garant de la paix.

Mesdames et Messieurs,

La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre. La paix, c'est aussi la possibilité pour chaque être humain de vivre dans la dignité, de se nourrir, de se loger, de s'éduquer et de recevoir des soins. Or, aujourd'hui, plus de 750 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, et des millions basculent chaque jour dans l'extrême pauvreté. Ces chiffres éloignent de plus en plus le monde des Objectifs de Développement Durable fixés pour 2030.

Nous ne pouvons plus accepter que les mécanismes de gouvernance mondiale continuent de reproduire ces inégalités. Il est temps de rompre avec la logique du chacun pour soi et de bâtir un nouveau contrat social global, fondé sur la solidarité et la coopération. Ce contrat doit inclure des réformes majeures pour s'attaquer aux défis politiques, économiques et environnementaux de notre époque.

Premièrement, il est impératif de sauvegarder et de renforcer le multilatéralisme comme cadre unique d'action pour la paix et la sécurité internationales. Cela passe par une réforme urgente des institutions mondiales, notamment le Conseil de sécurité, le FMI et la Banque mondiale, afin qu'elles soient plus inclusives et qu'elles reflètent les réalités géopolitiques et économiques actuelles. Le continent africain, en particulier, doit avoir une place plus importante dans ces instances de décision.

Deuxièmement, il est temps de corriger les injustices économiques qui freinent le développement de nombreux pays du Sud. Le commerce inégal, l'évasion fiscale, les flux financiers illicites et les congés

fiscaux abusifs ruinent les pays en développement, notamment en Afrique. Ces injustices doivent être corrigées pour permettre à tous les pays de participer pleinement au commerce mondial et de bénéficier de la croissance économique.

Troisièmement, il est essentiel d'agir avec détermination contre le réchauffement climatique, en respectant le principe de responsabilité commune mais différenciée. Les pays industrialisés, responsables historiques des émissions massives de gaz à effet de serre, doivent intensifier leurs efforts pour financer une transition énergétique juste et équitable, qui ne pénalise pas les pays en développement. Nous devons impérativement protéger notre planète sans sacrifier les droits des nations les plus vulnérables à poursuivre leur développement.

Quatrièmement, il est nécessaire de rompre avec toute tentative d'imposition de normes civilisationnelles unilatérales. Depuis son indépendance, le Sénégal a toujours défendu l'égalité des cultures et des civilisations, et cette diversité doit continuer à être la base de la coexistence pacifique entre les peuples. Aucune nation ne devrait imposer aux autres ses pratiques ou ses valeurs comme des normes universelles. Le respect des différences est le fondement de la paix et de la stabilité dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

Le Sénégal est fermement engagé dans cette voie. Nous avons choisi de bâtir un État résolument tourné vers le développement durable, avec des initiatives ambitieuses dans des domaines tels que les énergies propres, la souveraineté alimentaire et la gouvernance transparente. Mais nous savons que, pour réussir, nous avons besoin de l'action collective et de la solidarité internationale.

Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut relever seul les défis qui menacent l'humanité. Il nous faut agir ensemble, unis dans la diversité, pour construire un avenir où la dignité humaine est respectée, où la justice prévaut, et où la prospérité est partagée. C'est par la coopération et le respect mutuel que nous surmonterons les crises qui secouent notre monde.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Transcription d'un extrait du discours à la nation du 31 décembre 2024 du Président de la République du Sénégal, Monsieur Sem Bassirou Diomaye Diakhar Faye, à l'occasion de la fin d'année, www.presidente.sn

Mbokki Senegaal,

gannaaw bi ma leen nuyoo yeen ñépp ku nekk ci tuuram ak santam, maa ngiy nuyoo di ñaanal kilifay diine yi ak kilifay aada yi ci réew mi.

Guddi gu tey, di mujjantalu guddi yi ci at mi, sabab la ci ku ne mu xoolaat li ci moom ak nu mu doxale digganteem ak ñu mu bokkal réew mi. Waaye digganteem tamit ak réew mi ci boppam. Waaye tamit sabab la ci nun, nu xoolaat fan la nu jóge ak fan lanoo bëgg a yóbbu réew mi. Waaye balaa may sori, ku ne ci yeen maa ngi koy nuyooaat, di ko ñaanal jàmm ak wér-gu-yaram ci at mu bees mii nga xamante nu ngi ciy dugg. Di ko ñaanal ku nekk, waaye di ko ñaanal ku nekk ak njabootam, di ko ñaanal Senegaal yépp. Di ñaanal ñi nga xamante ne ci at mii ñu jóge bayyeeku nañu fi. Di leen ñaanal Yàlla yërëm leen te xaare leen àjjana, di masawu seen njaboot. Di « encourager » tamit ñi nga xamante ne feebar a ngi ci ñoom, wala ñi nekk ci kaso yi wala sax ñoo xam ne bés bu nekk ñu ngi jànkootel ak ay jafe-jafe yu bare bare, di leen xamal ne Senegaal du leen mas a won gannaaw. Di sargal tamit jigéeni Senegaal, nga xam ne du ñu sonn, du ñu tàyyi, jàpp njaboot gi waaye téye réew mi ndax seen njambaarte. Di nuyy, di jaajëfal sunuy mbokk yi nekk ci bitim-réew, mu wóor nu ne seen xel yépp a ngi ci biir Senegaal. Waaye tamit nu leen di sargal ci nu ñu taxawoo bitim-réew ba Senegaal wéy di am wéy wu rafet bu mu am. Nu di leen di wax ne Senegaal amal na leen njukkal gu réy-a-réy.

Di delloo njukkal googu nak ñii di sunuy « Force de Défense et de sécurité », ndax seeni yar ak seen « professionnalisme » waaye tamit seen njambaarte moo tax Senegaal taxaw, dëgër, ba pare di jàppale yeneen réew ngir jàmm delluwaat ci biir àdduna.

Mbokki Senegaal, suqaleku ak « avancement » fu muy am rekk jàmm a fa am. Loolu moo waral fii di Kaasamaas, nu ngiy def sunuy kemtalaayu kàttan ngir jàmm delluwaat fa. Suba ak ngoon, guddi ak bëccëg, lu nuy nas ci peexe, di ko waxtaane yépp ngir jàmm amaata fa, ndax ci anam yooyu rekk lanuy mën a suqali Kaasamaas, profitoo ci potansialiteem, rawatina ci li nu fa mébét ci « vision Sénégal 2050 ». Loolu moo waral nu indil leen « Plan Diomaye pour la Casamance » ngir gunge ñépp ñi nga xam ne jéggi woon nañu fa te nekkaat di dellusi waat, dalal seen xel, gunge leen tamit ci nu ñu toogaat. Waaye tamit fexe ba loolu doon loo xamante ne nit ñi dañu ciy sukkandiku « pour » waxtaan wi gën a yomb. Waaye xam naa tamit, ci njaboot goo dem, Senegale boo dajjeel, ku ne mu ngiy xalaat naka lay nekkaate ci nekkin gu gën. Waaye tamit naka lay fexe ba lu ñépp bokk, ñépp jott ci. Waaye tamit Senegale yi yépp nas nañu nu, xeex ko tamit « pour » mu wóor leen ne « Etat » ba ngi taxaw ci « intérêt général » maanam li ñépp bokk, nu samm ko [...].

Mbokki Senegaal,

jafe-jafe yi bare woon nañu ci atum 2024. Waaye at la boo xamante ne askanu Senegaal wone na xareñteefam, wonne tamit « que » gëm nañu ay « valeur démocratique ». Ci ñaar-fukki fan ak ñeent ci weeru mars 2024, jél ngeen réew mi teg ko sama loxo. Nu ñówaat « 17 novembre 2024 » ba tey, ngeen gën a ñoo dëgéral jox nu « majorité parlementaire » bu kenn nàtablewul. Xam nanu bu baax li ngeen bëgg. Ci sunu loxo la des nu doxal li nga xamante ne moom ngeen di xaar ci nun. Waaye dama bëgg a taxaw rekk ngir jaajëfal, sargal bu baax askanu Senegaal ndax ni jafe-jafe yi am, wonne nañu ni ki am nanu « maturité démocratique » ba loolu nañu nu nawe ci bitim-réew. Man de, dégg naa bu baax « message » bi nga xamante ne joxe ngeen nu ko ci « urne » yi, te xam naa li ngeen bëgg: mooy nu ubbi buntum soppo ak buntum naataange ak buntu « rupture » waaye doxal ko ci jubb, ci jubbak ak jubbanti. Loolu moo tax ba ma daldi jél « decret » bi nga xamante ni moo « organiser » woon « le COS-PETROGAZ », di saytu lépp loo xamante ne ci wàllu petrol ak gaas bi feeñ ci Senegaal, gën a ko yaatal, jox « place » yu gën a bare « opposition », gën a ko ubbil « société civile » waaye tamit ubbil ko « syndicat » yi ak ñi nga xam ne ni seen xam-xam màcc na jëm ci wàll yooyu. Li ma ci namm mooy li nga xamante mooy mayenteefu réew mi, mooy « ressource naturelle » yi, nu mën ko jëfandikoo ngir njariñu ñépp ci ñi fi nekk tey waaye tamit ñiy ñów èllëg [...].